

<http://lipietz.net/Face-a-l-effet-de-serre-faire-payer-les-pollueurs>

Politis

# Face à l'effet de serre : faire payer les pollueurs !

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: jeudi 23 mars 2000

---

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Ah mes amis ! Quel révélateur ! Il a suffi que le Premier ministre énonce un (bien trop modeste) plan contre l'effet de serre, avec application du principe " pollueur-payeur " (pollutaxes, permis d'émission), pour que se déchaînent, à la gauche de la gauche, les hurlements. Faire payer la pollution ? Mais c'est vendre le droit de polluer ! Et donc admettre ce droit ! Horreur !**

Côté " pollutaxe ", c'est Robert Hue qui part à la charge : " Il faut faire baisser le prix de l'essence " (*Le Monde* du 14 mars). On connaît la chanson : la " démocratisation " du fordisme veut que les ouvriers consomment beaucoup de voitures pour en produire beaucoup, donc il faut que la pollution soit libre et gratuite. Dussent les paysans, les miséreux des bidonvilles du Venezuela, du Mozambique, de Madagascar être balayés par centaines de milliers dans les torrents de boue déclenchés par ces tempêtes " sans précédent " qui se succèdent mois après mois.

L'écologie s'est construite contre ce compromis productiviste : la paix sociale ne s'achète pas sur le dos de la nature, du Tiers-monde et des générations futures. Mais, par son succès même, elle a attiré des militants " à la gauche de la gauche ", sincèrement révoltés contre le libéralisme, mais totalement ignorants des luttes écologistes qui ont précédé leur conversion. En témoigne la *Tribune* de quatre Vert-es (*Politis*, 9 mars), qui cartonnent l'idée qu'il faudrait faire payer à Total la catastrophe de l'Erika (ce qui serait l'inciter à polluer " raisonnablement " !). Dans la foulée, ils attaquent les quotas de permis négociables de gaz à effet de serre : ce n'est pas parce qu'un obscur Indien, Anil Agarwal, a promu cette idée qu'il ne faudrait pas " nous interroger sur sa pertinence à l'aune de nos connaissances ", qui sont autrement développées !

Le plan de lutte contre l'effet de serre présenté par le *Center for Science and Environment* par Anil Agarwal et Sunita Narain (Delhi 1990) fut, à la veille de la Conférence de Rio, le plus terrible missile lancé par le Tiers-monde à la face de " l'éco-impérialisme " des États-Unis. Les USA, à travers le *World Resource Institute*, suggéraient de diminuer " en pourcentage " la quantité de gaz à effet de serre produite par tous les pays ? à partir des 5 000 kg de carbone émis chaque année par chaque habitant des États-Unis et des 60 kg émis par celui du Bangladesh ! Anil et Sunita, sur la base d'une estimation selon laquelle 500 kg par personne et par an seraient soutenables par l'écosystème, proposèrent d'affecter ce quota à tous les pays, ceux qui le dépasseraient devant ou payer une forte amende, ou racheter ceux des pays qui ne les utiliseraient pas. Indigne ! clament nos quatre censeurs : " Ce serait condamner le Tiers-monde à nous pousser à continuer à polluer ".

Que proposent-ils alors ? Eh bien " comme pour les décharges sauvages " : *ya ka* interdire de produire du gaz carbonique ou du méthane ! " Ne respirez plus. Rasez les feuilles des arbres. Et surtout mettez un bouchon dans le cul des vaches (en pétant et rotant, chaque ruminant produit deux tiers de l'effet de serre d'un automobiliste européen). Nos quatre nouveaux amis confondent benoîtement ce qu'il faut prohiber et sanctionner (les imprudences industrielles comme l'Erika) et ce qui fait partie du cycle du carbone qu'il faut maintenir dans une enveloppe " soutenable " par des mesures réglementaires ou fiscales.

Insistons sur ce détail : la méthode des pollutaxes est essentiellement un instrument " de marché " : on augmente les prix pour inciter à moins consommer. La méthode des quotas mobilise essentiellement l'État, qui fixe autoritairement le volume total des " permis ", " quotas ", ou " droits ", et les répartit entre les utilisateurs. Secondairement, il laisse les utilisateurs échanger les droits (une cimenterie qui a épuisé son quota en novembre devrait-elle refuser les commandes en décembre ?), ce qui donne un prix à la pollution et nous ramène à la méthode précédente, mais seulement à la marge.

À Kyoto, le monde s'est unifié sur une pâle imitation de la proposition d'Agarwal, contre les Américains qui étaient venus avec le mandat de ne rien céder. Des quotas ont été attribués à chaque pays développé pour 2010, les pays du Tiers-monde gardant provisoirement le droit de produire sans limites des gaz à effet de serre. Les écologistes ont, avec raison, dénoncé la trop grande quantité de droits émis, qui permettraient aux USA de racheter ceux de la Russie en crise. Mais, à l'heure actuelle, les USA refusent de ratifier Kyoto !

Cela, Fabrice Nicolino le sait fort bien, lui qui fut un admirateur d'Agarwal. Mais, en ces temps où il fait bon cartonner le libéralisme, le mot " marché " lui déplait. D'où son étrange *Chronique* dans *Politis* du 9 mars. Le journalisme, dit-il, serait mieux armé que l'économie " face à l'inconnu " : pourquoi pas ? Son diagnostic : le marché n'est pas " *l'indépassable horizon de notre temps* ". Certes. Mais nous discutons de mesures à prendre aujourd'hui pour respecter l'accord de Kyoto dans le courant de cette décennie.

Mais plaidons avec lui que, devant l'immense menace de l'effet de serre, nous avons besoin d'une " *formidable révolution sociale et culturelle* ". Et d'abord, cessons de considérer que la pollution doit être libre et gratuite, du moins pour les industriels et leurs clients.